Aujourd'hui en France, 27 décembre 2019

Entre Macron et Larcher, le fil est rompu

Le chef de l'Etat et le président LR du Sénat ne se voient et ne se parlent plus depuis plus d'un an. Motif : l'affaire Benalla, sur laquelle le Sénat a enquêté.

PAR JANNICK ALIMI

ENTRE EMMANUEL MACRON et Gérard Larcher, le président LR du Sénat, les relations ne sont pas fraîches, elles sont inexistantes. Du jamais-vu dans l'histoire de la Ve République ! « Ce n'est peut-être pas le symptôme d'un dysfonctionnement au sommet de l'Etat, mais c'est certainement le signe d'un malaise », confie un sénateur. Si, pendant la première année du quinquennat, Gérard Larcher s'était rendu à l'Elysée plus souvent que durant toute la mandature de François Hollande, depuis un an et demi, le numéro un et le numéro deux de l'Etat ne se sont même pas parlé. Sauf, protocole oblige, lors des cérémonies officielles, comme le 11 novembre dernier, pour la commémoration de l'armistice de la Première Guerre mondiale.

Que penser alors des rumeurs récurrentes sur un Gérard Larcher appelé à remplacer Edouard Philippe à Matignon lors de la crise des

La rancune tenace d'Emmanuel Macron s'oppose à l'opiniâtreté de Gérard Larcher, qui organise, le 7 janvier, un débat sur les retraites au Sénat.

Gilets jaunes ou, comme cela a circulé, après les municipales, en cas d'échec des négociations ? Elles sont régulièrement balayées, tant au Palais du Luxembourg – « des inepties », selon l'entourage du président du Sénat – qu'à l'Elysée, où l'on qualifie ces « bruits » de « totalement surgrenants ».

Des deux côtés de la Seine, on insiste sur le respect de parité d'autre des institutions. « Le chef de l'Etat ne cherche surtout pas de polémique avec le président du Sénat, une maison dont il respecte l'indépendance », martèle l'entourage d'Emmanuel Macron. Tandis qu'au Sénat on insiste sur l'esprit toujours « républicain » qui inspire les relations entre les deux hommes. Un « minimum institutionnel » qui en dit long sur la dégradation du lien entre Macron, fringant quadra starto-pseur, et le septuagénaire Larcher, membre habilité aux couloirs du 55 000 communes de France…

L'affront du directeur du cabinet

A l'origine de cette tension ? L'affaire Benalla, qui, bien que remontant à juillet 2018, a laissé des traces. Il est vrai que le Sénat, contrôlé par la droite, soutenue dans cette affaire par les socialistes, a tapé fort. Après plusieurs mois de travaux, la commission des Lois transformée pour l'occasion en commission d'enquête a fini, en mars dernier, par saisir le parquet pour faux témoignages de trois des plus proches collaborateurs de l'Elysée. Les trois cas ont été classés sans suite par la justice. Depuis, la ligne entre Macron et Larcher est coupée.

Mais, si le chef de l'Etat a rancune tenace, les sénateurs ont l'opiniâtreté des combattants qui ont le temps pour eux. Fin novembre, le socialiste Jean-Pierre Sueur, rapporteur déjà de la commission Benalla, revient à l'attaque. Chargé, dans le cadre de la mission « pouvoirs publics », de contrôler les finances de l'Elysée, le sénateur du Loiret dépêche publiquement quatre à